

Patrons et hommes d'affaires réunis pour influencer l'État

MICHEL SARRA-BOURNET, *Le patronat québécois dans l'après-guerre. Entre corporatisme et libéralisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 332 pages

Mahdi Khelfaoui

Volume 15, numéro 3, été 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96257ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Khelfaoui, M. (2021). Compte rendu de [Patrons et hommes d'affaires réunis pour influencer l'État / MICHEL SARRA-BOURNET, *Le patronat québécois dans l'après-guerre. Entre corporatisme et libéralisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 332 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(3), 7-7.

La construction du
QUÉBEC
au **XX^e** siècle

Patrons et hommes d'affaires réunis pour influencer l'État

Mahdi Khelfaoui

Professeur, Département des sciences humaines, UQTR

MICHEL SARRA-BOURNET

**LE PATRONAT QUÉBÉCOIS
DANS L'APRÈS-GUERRE.
ENTRE CORPORATISME ET
LIBÉRALISME**

Québec, Presses de l'Université Laval,
2021, 332 pages

Publié à titre posthume, cet ouvrage richement documenté du regretté Michel Sarra-Bournet analyse l'influence des patrons et des hommes d'affaires francophones sur l'orientation de la politique économique du Québec, depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1960. L'auteur s'intéresse plus particulièrement aux deux principales organisations patronales francophones de l'époque, l'Association professionnelle des industriels (API) et la Chambre de commerce de Montréal (CCDM).

Après avoir brossé à grands traits le portrait social, politique et économique du Québec de l'après-guerre au premier chapitre, l'auteur consacre les deux suivants à la description des activités et des idéologies qui caractérisent l'API et la CCDM jusqu'au milieu des années 1950. Créée en 1943 et inspirée par la doctrine sociale de l'Église, l'API fait office de pendant patronal aux centrales syndicales catholiques organisées autour de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Dès ses débuts, l'API est marquée par l'idéologie corporatiste qui prône une collaboration de classe entre patrons et ouvriers. À la fin des années 1940, l'exacerbation des tensions entre organisations syndicales et patronales, qui culmine avec la grève de l'amiante de 1949, la pousse cependant à une défense plus franche des intérêts patronaux. Par la suite, l'API oscillera, au gré des contextes sociaux et économiques, entre deux positions ambivalentes : une « organisation visant la collaboration des classes par l'organisation corporative » et « une organisation de classe en luttes » (p. 99).

Plus ancienne que l'API, la CCDM a été créée en 1887 par des membres francophones du Montreal Board of Trade pour parer aux difficultés rencontrées par les francophones dans un milieu dominé par les groupes d'affaires anglophones. Si elle rejoint l'API au chapitre de la promotion des vues des hommes d'affaires canadiens-français, elle s'en éloigne par son inclination idéologique. En effet, sa vision de l'organisation économique de la société et du rôle que doit y jouer l'État est fondamentalement

imprégnée des valeurs du libéralisme et de la libre entreprise. Elle s'inquiète donc moins des revendications syndicales que de l'interventionnisme excessif de l'État dans l'économie, bien qu'elle en vienne à nuancer temporairement cette position au début de la Révolution tranquille. De plus, si l'API se veut la voix des patrons d'entreprises, la Chambre comprend un regroupement plus large d'hommes d'affaires et de professionnels, dont les instances sont en partie influencées par une élite d'experts économiques.

Les actions entreprises par chacune des deux organisations au cours des années 1950 en vue d'influencer l'action économique de l'État québécois sont décrites au quatrième chapitre. Proche de Maurice Duplessis, l'API consacre l'essentiel de ses efforts à réduire l'influence des syndicats, en présentant par exemple des mémoires relatifs à la modification du Code du travail ou la restriction du droit de grève. L'API dispose cependant d'un appareil technocratique réduit et ne peut se constituer en réel réservoir d'idées. Son activité se limite donc essentiellement au lobbying politique. À l'inverse, la CCDM s'est dotée d'un service de recherche performant lui permettant de se constituer en véritable force de proposition. L'auteur décrit bien le rôle important que la CCDM joue dans l'établissement de la commission Tremblay dans laquelle elle plaide notamment pour une plus grande autonomie fiscale du gouvernement provincial et une participation plus active de ce même gouvernement à la modernisation de l'économie du Québec dans un cadre libéral.

Les cinquième et sixième chapitres couvrent les activités de l'API et de la CCDM dans le contexte bouillonnant des années 1960 et analysent leurs positionnements face aux réformes économiques enclenchées par le gouvernement de Jean Lesage et poursuivies par celui de Daniel Johnson. Au début de la Révolution tranquille, les deux organisations approuvent la politique économique du gouvernement Lesage, notamment l'accent qu'il met sur la planification, bien que sa mise en œuvre soit toujours interprétée au prisme de leurs cultures politiques différentes. En 1960, la création par le gouvernement du Conseil d'orientation économique du Québec, qui a pour objectif de planifier le développement économique de la province, est ainsi vue par l'API comme l'occasion de mettre en pratique sa vision corporatiste mettant l'accent sur la concer-

Entre corporatisme et libéralisme

LE PATRONAT QUÉBÉCOIS

DANS L'APRÈS-GUERRE



MICHEL SARRA-BOURNET



tation et un développement économique sans conflits sociaux, tandis que la CCDM y voit l'opportunité de doter l'État de technocrates compétents, proches de ses idées, qui portent les aspirations économiques de la « nouvelle classe moyenne ». Par la suite, la CCDM se désintéressera de la question de la planification et retournera à la promotion de l'entreprise privée et des idées classiques du libéralisme. Face à l'interventionnisme étatique accru et la montée du militantisme syndical, notamment au sein de la fonction publique, l'API prend de son côté l'initiative d'unifier la voix des patrons au travers d'une seule organisation. Ses efforts aboutissent à la création du Conseil du patronat du Québec en 1969, marquant ainsi « l'entrée des groupes d'affaires dans l'ère des groupes de pression » (p. 304). L'API, renommée Centre des dirigeants d'entreprises en 1966, continue de promouvoir l'idéologie corporatiste auprès du gouvernement Johnson, en proposant notamment la création d'un Conseil économique et social qui ne verra cependant jamais le jour, la fragmentation des intérêts syndicaux et patronaux rendant la voie de la « concertation » impossible.

L'ouvrage de Michel Sarra-Bournet apporte une contribution précieuse à l'historiographie québécoise des groupes d'affaires et des organisations patronales. À travers les trajectoires de l'API et de la CCDM, il témoigne de la diversité des idées et des objectifs qui prévalait au sein de ces organisations. Il illustre en filigrane, et selon une perspective originale, l'arrivée d'une nouvelle élite technocratique aux postes de pouvoirs et de décisions économiques dans les années de gestation et durant la Révolution tranquille. Quelques redites à certains endroits ne gâchent pas l'intérêt d'une lecture qui, loin d'être uniquement réservée aux historiens, demeure très accessible à un plus large public. ♦